

LE BLUES DU DOMINANT

YANN GIRAUD¹

Zilsel n°1, 2017/1

À propos de Pierre Cahuc et André Zylberberg, *Le Négationnisme économique et comment s'en débarrasser*, Paris, Flammarion, 2016.

« Tout au long de cet article, nous faisons plusieurs affirmations au sujet de la sociologie de l'économie. Nous faisons appel à nos impressions personnelles du champ au cours de plusieurs décennies, basées sur de nombreuses discussions avec des collègues, notre travail en tant qu'éditeurs et des choses du même acabit mais nos observations informelles ne s'appuient sur aucune donnée scientifique. »

Itzhak Gilboa, Andrew Postlewaite, Larry Samuelson et David Schmeidler, « Economic models as analogies », *Economic Journal*, vol. 128, n° 578, 2014, p. F513 (note de bas de page 1).

Au-delà de sa rhétorique outrancière, sachons reconnaître à l'ouvrage des économistes Pierre Cahuc et André Zylberberg, *Le Négationnisme économique*, une forme de sincérité. Il ne s'agit pas de vanter ici l'honnêteté intellectuelle qui fait souvent défaut au livre, notamment lorsque les auteurs cherchent à condamner dans un même mouvement tous les critiques de la science économique *standard* en ne citant, hors contexte, que quelques bribes de leurs discours et en procédant

1. THEMA, CNRS et Université de Cergy-Pontoise. Adresse électronique : yann.giraud@u-cergy.fr. Je remercie vivement Béatrice Cherrier pour ses conseils avisés, bien que mes propos ne l'engagent évidemment pas. Sauf mention contraire, toutes les traductions de l'anglais sont de l'auteur.

à des rapprochements historiques pour le moins douteux². Je veux plutôt parler d'une sincérité des sentiments que l'on trouve rarement dans les ouvrages écrits par des économistes universitaires destinés au grand public. Les commentateurs de la science économique standard, historiens ou sociologues, semblent en effet tous s'accorder sur l'idée que si l'économie est une discipline « dominante », marquée par un sentiment de « supériorité » sur les autres sciences sociales, ce sentiment est rarement dévoilé au grand jour³. Parce que cette domination est soutenue, entre autres choses, par l'existence d'un cadre méthodologique plus unifié que celui des sciences sociales, il est prévisible que la stratégie de l'économie consiste à ne pas exposer ses débats méthodologiques, et plus généralement ses dissensions internes. La reine des sciences sociales, tout comme celle d'Angleterre, obéit habituellement à la devise *never complain, never explain*⁴. Pour reconstruire de tels débats, les historiens de l'économie doivent souvent faire plus que décortiquer les manuels de cours, les articles publiés dans des revues à comité de lecture et les symposiums tirés des

-
2. Histoire d'éviter de s'appesantir sur les aspects les plus déplaisants de l'ouvrage, on mentionnera ici quelques uns de ceux qui plombent ses premières pages : deux paragraphes sur l'affaire Lyssenko qui, ne citant pas la moindre littérature secondaire, ressemblent à une mauvaise fiche de lecture de lycée ; une mention rapide du soutien apporté par le poète Louis Aragon à Lyssenko, assortie d'une citation de Jean-Paul Sartre sans lien aucun avec ce dernier, comme « preuve » que la théorie critique en France est nécessairement marquée par la volonté de renverser le capitalisme et d'envoyer les chercheurs au goulag ; une description de Pierre Bourdieu en héritier du lyssenkisme qui ne s'appuie sur aucun des ouvrages universitaires du sociologue et ne mentionne que quelques propos peu choquants, tirés du manifeste *Contre-feux*, publié en 1998 dans un contexte spécifique – les mouvements sociaux de l'hiver 1995 et la naissance du mouvement post-autistique dans les universités françaises. Bref, n'en jetons plus : les amalgames de Cahuc et Zylberberg ressemblent trop aux purges staliniennes qu'ils entendent dénoncer pour s'y attarder plus longuement.
 3. Marion Fourcade, Etienne Ollion et Yann Algan, « The Superiority of Economists », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 20, n° 1, 2015, p. 89-114.
 4. Voir, par exemple, Jean Tirole, *Économie du bien commun*, Paris, Presses universitaires de France, 2016, dont le ton mesuré tranche fortement avec celui de ses critiques, par exemple celles de Laurent Mauduit, « Jean Tirole, prix Nobel des "imposeurs de l'économie" », *Mediapart*, 13 octobre 2014, URL : <https://www.mediapart.fr/journal/france/131014/jean-tirole-prix-nobel-des-imposeurs-de-l-economie>, consulté le 11 octobre 2016.

tables rondes organisées par des associations professionnelles⁵. Collecter des preuves que des économistes ont pu s'inquiéter de leur réputation dans la société, nécessite, sans garantie aucune de succès, d'ouvrir des boîtes d'archive. Le cri du cœur de Cahuc et Zylberberg, respectivement professeur à l'École polytechnique et chercheur émérite à l'École d'économie de Paris, offre ainsi une rare opportunité de saisir par l'exemple cette image sociale que l'économie – l'économie *mainstream* française, du moins – se fait d'elle-même et qu'elle tente à son tour de renvoyer, en la corrégeant, à la société.

Or, ce que révèle *Le Négationnisme économique*, tantôt ouvrage de vulgarisation des recherches en économie, tantôt manifeste contre ses supposés ennemis, n'est pas exactement une domination triomphante. On y trouve certes des signes du sentiment de supériorité évoqué plus haut, celui-ci étant adossé à l'affirmation que la discipline économique, à la faveur d'une « révolution expérimentale », consistant à établir des vérités en comparant des groupes « tests » ayant bénéficié de réformes économiques et des groupes « de contrôle » n'ayant pas été traités, serait devenue semblable à « la physique, la biologie, la médecine ou la climatologie ». Cependant, on y perçoit aussi un sentiment de défiance vis-à-vis d'à peu près tous les groupes sociaux qui nieraient ces supposées « vérités » économiques. Et ils sont nombreux, « partis politiques », « syndicalistes », « patrons », « autorités religieuses », « groupements professionnels », « intellectuels », « universitaires », dont les « croyances » et les « intérêts » contribueraient à générer, particulièrement en France, des désastres semblables à ceux provoqués par ceux qui nient les méfaits du tabac ou la réalité du réchauffement climatique. Face à ce bal des intérêts se dresse une figure, certes héroïque, mais terriblement solitaire, celle de l'économiste mû uniquement par la recherche de la vérité, et qui n'aurait pas la faveur des décideurs ou des médias : « Les "experts" en tout genre, motivés par l'intérêt personnel ou l'idéologie, pullulent. Inutile de compter sur eux. Les médias, sourcilieux

5. La « méthodologie économique » n'est même plus un sujet systématiquement abordé dans les programmes universitaires ou dans les revues académiques, mais un champ isolé et souvent déconsidéré par la majorité des chercheurs de la discipline. Voir D. Wade Hands, *Reflection without Rules: Economic Methodology and Contemporary Science Theory*, Cambridge (Mass.), University press, 2001.

de l'équilibre des points de vue, ne nous aident pas toujours » (p. 18). Si le ton est souvent offensif et parfois menaçant – voir le sous-titre « comment s'en débarrasser » –, l'impression générale est celle d'un blues du chercheur en économie, que des critiques récurrentes auraient fini par pousser dans ses retranchements⁶. Sur le plan de la structure, l'ouvrage s'attache dans un premier temps à identifier les « faux savants » qui diffusent leur pensée négationniste (chapitre 1) avant de consacrer une série de chapitres à des thèmes sur lesquels des avancées économiques récentes permettraient de renverser les mythes (la politique industrielle, la finance, les impôts et le chômage traités aux chapitres 2 à 6) puis, dans un dernier chapitre, lancent un appel à se « débarrasser » du négationnisme, livrant au passage leur vision du paysage intellectuel français (chapitre 7).

À l'heure où j'écris ces lignes, l'ouvrage a déjà largement fait parler de lui et de nombreuses critiques, qu'elles soient apologétiques ou peu flatteuses, ont été publiées dans la presse ou sur la toile⁷. Pour cette raison, ce compte rendu évitera de répéter ce qui a été dit, notamment au sujet de la fameuse « révolution expérimentale » vantée par les auteurs, et dont il s'avère qu'elle est à requalifier tant d'un point de vue épistémologique qu'historique⁸.

6. Les historiens de l'économie ne s'étonneront pas de la violence du propos de Cahuc et Zylberberg, tant ils savent que de tels épisodes se sont déjà produits dans la discipline par le passé, notamment dans l'immédiat après-guerre, lorsque les techniques développées lors des deux décennies précédentes durent s'imposer face à ce qu'il restait de sceptiques. Voir par exemple Tjalling Koopmans, « Measurement without theory », *Review of Economics and Statistics*, vol. 29, n° 3, 1947, p. 161-172 et, pour une étude historique de ce moment, Mary S. Morgan et Malcolm Rutherford (eds.), *From Interwar Pluralism to Postwar Neoclassicism*, Annual Supplement to volume 30 of *History of Political Economy*, Durham, Duke University Press, 1998 et Philip Mirowski, *Machine Dreams: Economics Becomes a Cyborg Science*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

7. On recommandera notamment une liste d'articles publiés par *Le Monde* dans les jours qui ont suivi la parution du livre et récapitulés par Antoine Reverchon, « Les économistes de nouveau à couteaux tirés » (3 octobre 2016, URL : http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/09/15/les-economistes-de-nouveau-a-couteaux-tires_4998139_3232.html#gQkgTlvW11TvGKhD.99, consulté le 12 octobre 2016).

8. Voir Annie L. Cot et Samuel Ferey, « La construction de « faits » économiques d'un nouveau type : éléments d'histoire de l'économie expérimentale », *L'Actualité économique*, vol. 92, n° 1, 2016 (disponible à l'adresse http://expertise.hec.ca/actualiteeconomie/wp-content/uploads/2015/10/92_1_2_AE_01_Ferey).

Mon commentaire tentera plutôt de proposer une analyse méthodologique et historique de cet ouvrage, et portera plus précisément sur deux aspects qui me semblent avoir été peu relevés et avoir un intérêt du point de vue des *Science & Technology Studies* : la façon dont, d'une part, son argumentation s'appuie sur les travaux d'historiens des sciences et dont, d'autre part, les auteurs tentent de légitimer la scientificité de leur discipline sur des critères tant « sociologiques » qu'essentialistes.

LES ÉCONOMISTES SONT-ILS AUSSI DES « MARCHANDS DE DOUTE » ?

Que des économistes fassent appel à des philosophes et des historiens des sciences pour discuter du statut de leur discipline n'a rien d'une nouveauté. Des termes tels que « réfutabilité », « programme de recherche » ou « paradigmes » on fait leur chemin dans la discipline, bien que les praticiens ne soient pas toujours conscients de leurs emprunts à la littérature⁹. Ici, au contraire, Cahuc et Zylberberg font explicitement référence à deux ouvrages : celui de Naomi Oreskes et Erik Conway, *Merchants of Doubts*, et celui de Robert Proctor, *Golden Holocaust*, mais font une utilisation très douteuse de leurs terminologies et, surtout, de leur champ lexical¹⁰. Ces livres servent de point d'ancrage à une discussion sur le « négationnisme économique », car tous deux mettent en évidence les tentatives de certains groupes de personnes pour brouiller les connaissances scientifiques, concernant les effets de la fumée de tabac sur le cancer chez Proctor et la négation du réchauffement clima-

pdf, consulté le 12 octobre 2016), et Béatrice Cherrier, « Assiste-t-on vraiment un à "tournant empirique" en économie ? », <https://beatricecherrier.wordpress.com/2016/10/02/assiste-t-on-vraiment-un-tournant-empirique-en-economie/>, consulté le 12 octobre 2016.

9. Voir Bruce J. Caldwell, « Clarifying Popper », *Journal of Economic Literature*, vol. 29, n° 1, 1991, p. 1-33, ainsi que Stavros A. Drakopoulos et Anastassios D. Karayiannis, « A Review of Kuhnian and Lakatosian "Explanations" in Economics », *History of Economic Ideas*, vol. 13, n° 2, 2005, p. 51-73.
10. Robert N. Proctor, *Golden Holocaust: Origins of the Cigarette Catastrophe and the Case for Abolition*, Berkeley, University of California Press, 2011 et Naomi Oreskes et Erik M. Conway, *Merchants of Doubts: How a Handful of Scientists Obscured the Truth from Tobacco Smoke to Global Warming*, New York, Bloomsbury Press, 2010.

tique chez Oreskes et Conway. Cahuc et Zylberberg empruntent notamment le ton polémique de l'ouvrage de Proctor, justifiant ainsi l'utilisation d'une terminologie habituellement réservée à ceux qui nient l'existence des chambres à gaz et d'autres crimes d'État au cours de l'histoire. Or, si Proctor utilise bien à plusieurs occasions le terme de « négationnisme scientifique », il ne le fait pas tout à fait avec la même visée que celle des deux économistes.

Ces derniers semblent affirmer que le « négationnisme économique » consiste essentiellement à nier, sur un certain nombre de sujets économiques tels que le rôle de la finance, la fiscalité, le partage du temps de travail, les travaux publiés par les économistes dans des revues à comité de lecture, lesquels formeraient des « connaissances indispensables pour décrypter le monde actuel et ne pas se laisser flouer par l'obscurantisme et la démagogie » (p. 18). Mais l'histoire racontée par Proctor est d'une toute autre complexité : ce n'est pas celle qui opposerait la recherche et l'obscurantisme, c'est en réalité une histoire où la recherche elle-même est utilisée pour servir des desseins moralement répréhensibles – réciproquement, Proctor avait montré dans un ouvrage précédent que les scientifiques nazis, responsables d'un grand nombre d'atrocités, avaient également mis en place des réformes de santé progressives et avaient été les premiers à mettre au jour les effets néfastes du tabac sur la santé¹¹. La cigarette, montre Proctor, est une réussite technologique incontestable : il fallut le travail de nombreux chercheurs pour créer cet objet parfaitement roulé et en améliorer la saveur, sans parler des efforts de marketing qu'il fallut mobiliser pour l'imposer au grand public et le rendre plus dépendant quand il commença à prendre conscience du danger.

Ce sont également des chercheurs qui ont produit des études mettant en doute l'impact de la cigarette sur la santé. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, il ne s'agit pas seulement de mauvais scientifiques qui auraient été achetés ou corrompus par l'industrie du tabac ; c'est plutôt que cette dernière, par un jeu habile, est arrivée à profiter d'une tendance « naturelle » de ces

11. Robert N. Proctor, *The Nazi War on Cancer*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

scientifiques au doute et à encourager leur esprit de défiance vis-à-vis d'un consensus leur apparaissant comme « totalitaire »¹².

Comme l'affirme très clairement le philosophe Mathias Girel, en introduction de l'édition française de l'ouvrage, « à côté de la recherche qui accroît notre savoir existe une autre recherche qui s'attelle à saper les savoirs existants et n'est menée que pour créer le doute, une science construite uniquement pour rassurer et retarder l'action des instances réglementaires »¹³. Proctor utilise un terme pour désigner ce phénomène, ainsi que la discipline chargée de le mettre à jour : l'« agnotologie », définie comme l'étude de la production et de la dissémination de l'ignorance. L'agnotologie est, comme aurait pu l'affirmer Marcel Mauss, un fait social total qui regroupe des aspects sociaux, psychologiques, politiques et économiques. En réalité, ces aspects économiques sont même prédominants, puisque par définition, il s'agit bien ici d'un phénomène de production et d'échange de l'ignorance. Il y a donc une offre de cette dernière, comme il y a une demande. Oreskes et Conway mettent également en évidence cet aspect économique de l'ignorance lorsqu'ils parlent de « marchands de doute », attestant le rôle de certains intérêts et représentations économiques dans le brouillage de la vérité. Par exemple, les auteurs soulignent que ce sont ceux qu'ils appellent les fondamentalistes du libre-échange – en lien notamment avec la Heritage Foundation, un *think-tank* libertarien – qui ont le plus contribué à influencer les politiques américaines sur le sujet. La défiance des citoyens américains à l'égard des réglementations de l'État a été exploitée par les propagandistes du déni climatique. Les auteurs mentionnent ainsi le prix Nobel d'économie Milton Friedman comme étant l'une des autorités sur lesquelles cette critique de la régulation climatique s'appuyait.

12. À ce sujet, on lira également l'histoire de Ronald Fisher, l'un des pères de la statistique moderne et inventeur de « l'hypothèse nulle », qui critiqua pour cette raison les études liant la fumée de tabac et le cancer. Ben Christopher, « Why the Father of Modern Statistics Didn't Believe Smoking Caused Cancer », <https://priceconomics.com/why-the-father-of-modern-statistics-didnt-believe>, consulté le 12 octobre 2016, et David Salsburg, *The Lady Tasting Tea: How Statistics Revolutionized Science in the Twentieth Century*, New York, W. H. Freeman, 2001.
13. Mathias Girel, préface à Robert N. Proctor, *Golden Holocaust: La conspiration des industriels du tabac*, trad., Paris, Édition des Équateurs, 2014, p. 1.

Évidemment, comme Cahuc et Zylberberg s'efforcent de le montrer à plusieurs reprises dans l'ouvrage, tous les économistes ne partagent pas la vision de Milton Friedman d'un marché non régulé¹⁴. Mais ne participent-ils pas eux aussi à fabriquer du doute ? On peut se poser en effet la question de savoir si, sur les sujets qu'ils traitent, les économistes produisent bien un consensus. Dans de nombreux cas, notamment celui de la finance, abordé au chapitre trois, rien n'est moins sûr. Les auteurs font certes un travail satisfaisant lorsqu'il s'agit de débusquer les approximations des discours critiques prêts-à-penser sur la question, mais ils mobilisent finalement assez peu de travaux empiriques pour convaincre le lecteur que l'analyse économique apporte des solutions utiles pour ceux qui voudraient réduire le risque de crises financières. Sur le cas de la taxe Tobin, par exemple, seule une étude portant sur la taxation des transactions financières à Hong Kong et en Chine est citée, mais elle permet aux auteurs de conclure que : « l'analyse ne plaide [...] pas unilatéralement en faveur d'une taxe Tobin » (p. 100). On imagine l'embarras des autorités qui devraient prendre une décision basée sur de telles affirmations. En l'absence d'un consensus sur certaines questions, l'apologie du travail empirique loué par les auteurs cède la place dans ce chapitre à une vision plus doctrinaire. Sur la rationalité des marchés, par exemple, ils affirment : « Certes, les acteurs des marchés financiers peuvent se tromper, et bien sûr certains projets seront des échecs. Ils se trompent même assez souvent. Néanmoins, cette cohabitation de succès et d'échecs aboutit à une meilleure répartition des crédits et à une meilleure allocation de l'épargne qu'un système financier centralisé guidé, dans le meilleur des cas par des objectifs louables mais intenables – comme la préservation des emplois dans les secteurs en déclin – mais hélas, le plus souvent, par des objectifs clientélistes et électoraux, et des considérations de politique partisane » (p. 86). Cette affirmation, qui n'est assortie d'aucune preuve empirique, met en évidence le

14. Par ailleurs, quelques économistes se sont intéressés depuis plusieurs décennies à la question climatique, par exemple William Nordhaus, *Climate Casino: Risk, Uncertainty and Economics for a Warming World*, New Haven, Yale University Press, 2013. On peut s'étonner que les auteurs n'aient pas décidé de consacrer un chapitre à la question s'il s'agissait de contrebalancer l'image généralement négative qu'a l'économie quant aux questions d'écologie.

soubassement théorique, ontologique de l'ouvrage, l'idée que les marchés, par leur capacité à générer, à transmettre et à corriger de l'information, soutiennent la pleine réalisation d'une destruction créatrice, dont les effets sont globalement bénéfiques pour la société, alors que l'État, servant ses propres intérêts ou ceux de groupes d'intérêts, serait incapable de mener à bien cette tâche.

De manière ironique, les arguments de Cahuc et Zylberberg en faveur du marché constituent justement un type de discours économique que les historiens Philip Mirowski et Edward Nik-Khah associent à la notion d'agnostologie. Pour eux, les économistes ont sciemment cherché à brouiller un consensus qui s'était formé peu après la crise pour imputer celle-ci aux agissements d'institutions privées afin d'imposer une autre explication, mettant au premier plan le rôle joué par deux établissements publics, Fanny Mae et Freddie Mac. Cela permettait de prétendre que la crise n'était pas due au secteur financier même, mais à de mauvaises décisions prises par les autorités de régulation. « À la suite de l'effondrement de l'économie », affirment les auteurs, « la profession des économistes a essayé de jouer sur les deux tableaux : la leçon qu'ils entendaient tirer de la crise est que le public devrait faire confiance aussi bien au Marché qu'à la profession des économistes pour les sortir du désastre économique »¹⁵. Leur argumentation, convaincante, s'appuie sur une analyse des travaux publiés dans des revues académiques mais également des interventions publiques pour le compte de *think-tanks*, signalant la double casquette des économistes, universitaires et experts. Le discours mis en évidence par Mirowski et Nik-Khah est très similaire à celui de Cahuc et Zylberberg lorsqu'ils affirment : « Le responsable n'est pas "le marché" dans lequel les banques se seraient livrées à une lutte effrénée pour octroyer coûte que coûte des crédits douteux, le responsable est la dérégulation de ce marché [...]. La régulation est un art difficile, surtout quand de puissants *lobbies* ont tout intérêt à s'y opposer. Ils préfèrent échapper à la pression de la concurrence et

15. Philip Mirowski et Edward Nik-Khah, « Private Intellectuals and Public Perplexity: the economics profession and the economic crisis », in Tiago Mata et Steven G. Medema (eds.), *The Economist as Public Intellectual*, Annual Supplement to volume 45 of *History of Political Economy*, Durham, Duke University Press, 2013, p. 281.

bénéficiaire de la protection de l'État. [...]. "Marché" n'est donc pas synonyme d'absence de réglementation. Au contraire, le marché financier ne peut remplir correctement son rôle d'allocation de l'épargne que s'il est supervisé par des autorités indépendantes du pouvoir politique chargées de contrôler scrupuleusement la solvabilité des intervenants et que la concurrence n'est pas factice. » (p. 89-91) Or, aucune étude empirique ne vient réellement à l'appui de cette affirmation et au final, on peut s'étonner que les auteurs, si soucieux de traquer le « négationnisme économique » chez les autres, ne perçoivent pas à quel point par moments leur propre discours génère le même genre de trouble agnotologique que celui qu'ils affirment vouloir combattre. D'une manière plus générale, contrairement à Proctor ou Oreskes, ils analysent insuffisamment les raisons qui pousseraient des groupes professionnels entiers à se faire « producteurs d'ignorance » ou « marchands de doute », tout en excluant par principe la science économique elle-même de cette mécanique des intérêts. Cet écart de traitement entre l'économie standard et le reste du monde, faisant apparaître une forme de déni de réflexivité, est d'autant plus visible dans le dernier chapitre de l'ouvrage, qui entend décrire les rouages de l'économie française, et débusquer les « imposteurs ».

ÉLUCUBRATIONS SOCIOLOGIQUES ET DÉNI DE RÉFLEXIVITÉ

Comme l'illustre l'épigraphe de cette recension, les économistes, qui tiennent à mettre en avant que leur discipline repose sur une certaine précision de langage apportée par l'usage de modèles formalisés ou de données empiriques, n'ont pas toujours ce même souci d'exactitude quand il s'agit d'avoir un discours sur leurs pratiques ou sur leur profession. Historiens et épistémologues de l'économie se plaignent souvent – dans des articles de recherche ou sur des blogs – de ce que leurs travaux sont rarement réutilisés par leurs confrères économistes. Ceux-ci n'hésitent pas à tenir dans des revues scientifiques parfois majeures des discours, sur la méthodologie de l'économie ou sur l'histoire de la discipline, qui relèvent plus de l'opinion vaguement éduquée

que de la recherche¹⁶. Il y a une raison très simple à cela : alors que l'investigation historique, sociologique ou épistémologique, réclame du temps et dans le meilleur des cas des moyens – consulter des archives n'est pas gratuit –, il y a très peu d'incitation à le faire. Dans les classements nationaux ou internationaux, les domaines de l'histoire, de la méthodologie ou de la sociologie de l'économie ne brillent pas particulièrement. Par exemple, dans la base de donnée RePEc (*Research Papers in Economics*), qui constitue l'une des références des économistes, la première des revues en histoire de la pensée économique, *History of Political Economy*, est à la 636^e place tandis que la première revue d'économie du travail – champ dont Cahuc et Zylberberg sont spécialistes – est le *Journal of Labor Economics*, qui se situe à la quinzième position¹⁷. Dans la mesure où la publication dans les meilleures revues est ce qui garantit l'obtention d'un poste d'universitaire – et dans de nombreux pays, de le conserver –, il est évident que les économistes ont peu intérêt à perdre leur temps à étudier l'histoire de la discipline et ont intérêt à se concentrer sur des recherches se situant dans des champs plus « rentables »¹⁸. Sociologues et historiens des sciences pourraient donc affirmer que les classifications de ce genre jouent dans les disciplines qui les adoptent un rôle performatif : si les meilleurs chercheurs se concentrent sur des domaines permettant de publier dans les meilleures revues, on peut penser que les domaines moins bien classés attireront des chercheurs de moindre qualité ou des chercheurs ne souhaitant pas particulièrement se soumettre à ce mécanisme de classification. Il existe donc un effet de viscosité de ces classements : on imagine difficilement qu'une revue classée parmi les 500^e se retrouve, à court ou moyen terme, dans le « top 5 »¹⁹.

16. Voir Pedro Duarte et Yann Giraud, « The place of the history of economic thought in mainstream economics, 1911-2011, viewed through a bibliographic survey », *Journal of the History of Economic Thought*, vol. 3, n° 4, 2016, p. 431-462.
17. Classement des revues d'économie IDEAS/Repec par facteur d'impact simple, <https://ideas.repec.org/top/topjournals.simple.html>, consulté le 14 octobre 2016.
18. Il est à noter qu'André Zylberberg a produit quelques travaux de qualité en histoire de la pensée économique, notamment *L'Économie mathématique en France, 1870-1914*, Paris, Economica. Cela rend les simplifications excessives contenues dans le présent ouvrage d'autant plus incompréhensibles.
19. Au sujet du rôle des classements en économie, voir également Béatrice Cherrier,

L'histoire de l'économie montre pourtant que cette réalité de la discipline résulte d'une évolution récente. *Econometrica* et la *Review of Economic Studies*, deux des revues de ce fameux « top 5 », toutes deux créées en 1933, n'ont pas immédiatement acquis la renommée dont elles jouissent actuellement. Les économistes qui publiaient dans *Econometrica* faisaient partie d'une petite « clique » d'économistes liée à la jeunes Cowles Commission et évoluant dans ce qui n'était encore considéré que comme un champ très réduit, « l'économie mathématique ». Quant aux fondateurs de la *Review of Economic Studies*, étudiants de premier cycle à la London School of Economics, ils étaient considérés comme des gamins publiant en ses pages des exercices de géométrie à l'époque où les revues les plus sérieuses comme l'*American Economic Review* et l'*Economic Journal* contenaient surtout des études empiriques, utilisant peu d'outils statistiques, mais énormément de données historiques. Ce qui se passa dans les trois décennies qui suivirent inversa totalement la donne : l'histoire économique devint un domaine mineur publié dans des revues de champ tandis que l'économie mathématique cessa d'être considérée comme un champ mais se dissémina dans l'ensemble de la discipline, alimentant les articles publiés dans les meilleures revues généralistes comme dans celles plus spécialisées²⁰. En d'autres termes, on assista alors en économie à une stabilisation de la notion de « qualité scientifique », ce qui inclut aussi bien les méthodes de recherche et les résultats que ces dernières permettent d'atteindre, que la structure des revues universitaires qui permettent de disséminer ces résultats. Cette stabilité est relative, des revues apparaissent, des champs se marginalisent, d'autres émergent souvent via la création de nouvelles sociétés scientifiques, c'est le cas par exemple du domaine de l'économie expérimentale, une spécialité encore récente qui a eu du mal à s'imposer dans les revues les mieux cotées²¹. Par ailleurs, histo-

« Classifying Economics: A History of the JEL Codes », *Journal of Economic Literature* (à paraître).

20. Voir le volume de Morgan et Rutherford, *op. cit.*, et en particulier Roger E. Backhouse, « The Transformation of U.S. Economics, 1920–1960, Viewed through a Survey of Journal Articles », p. 85-107.
21. Voir Andrej Svorencik et Harro Maas (eds.), *The Making of Experimental Economics: Witness Seminar on the Emergence of a Field*, Berlin, Springer, 2015.

riens et sociologues de l'économie s'accordent à dire que l'idée que les publications scientifiques des économistes leur servent d'outil de légitimation en tant que conseillers et intellectuels publics n'est pas toujours allée de soi. Cette idée a d'abord émergé aux États-Unis et ne s'est imposée au reste du monde qu'au cours des cinquante dernières années, certains pays comme la France gardant en la matière leur spécificité²².

J'ai opéré ce bref détour historique parce qu'il me semble qu'il permette de jeter un regard critique sur l'un des arguments clés de l'ouvrage de Cahuc et Zylberberg, exposé au dernier chapitre, intitulé « les ombres et lumières de la production scientifique ». Ici, les auteurs changent de ton, passant d'une analyse économique des questions d'actualité à une description à prétention « sociologique » du processus de production des économistes. Les lecteurs qui penseraient y trouver l'occasion d'une profonde réflexion sur le métier de chercheur en seront pour leurs frais, puisqu'il s'agit juste d'un prétexte pour livrer contre leurs ennemis « hétérodoxes » la charge la plus violente de l'ouvrage. Les auteurs y affirment que le public profane doit se soucier de la manière dont les économistes jugent de la qualité scientifique de leurs travaux, et soutiennent que la publication dans les meilleures revues, ainsi que l'adhésion à des sociétés scientifiques qui auraient prouvé par leur ancienneté leur sérieux est le meilleur moyen de distinguer les vrais scientifiques des charlatans. Le message, en particulier, est adressé aux journalistes auxquels Cahuc et Zylberberg conseillent de consulter le classement RePEc évoqué ci-dessus, pour trouver les meilleurs chercheurs sur un domaine donné. Bien entendu, on ne peut qu'être d'accord avec l'idée de privilégier la qualité sur la médiocrité. Personne, d'ailleurs, n'a jamais affirmé l'inverse. Mais peut-on pour autant mettre sur le même plan la qualité scientifique, telle qu'elle est aujourd'hui sanctionnée par les revues phares de la discipline, et la qualité qui consiste à s'exprimer en public et à peser sur des décisions de politiques économiques et sociales ? Comme l'argumentation historique précédente s'est efforcée de le démontrer, ce lien n'a rien d'évident. Par ailleurs, la notion de qualité exprimée par le biais des classements scientifiques est

22. Voir Marion Fourcade, *Economists and Societies: Discipline and Profession in the United States, Britain, and France, 1890s to 1990s*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

variable, quand bien même elle a à un moment donné un caractère de stabilité. Le type de recherches empiriques qui est présenté dans l'ouvrage comme le cœur de la science économique actuelle n'a pas toujours connu les faveurs des revues majeures de la discipline et, par bien des aspects, sa prétendue prédominance est encore loin d'être acquise. En France, par exemple, les travaux théoriques sont toujours considérés par les économistes comme une source d'autorité plus importante que les travaux empiriques ou expérimentaux loués par les auteurs – cela explique, par exemple, que le classement effectué par le CNRS diffère de celui publié sur le site Repec.²³ Ce n'est pas tant la fiabilité de ces études qui est contestée que leur capacité à être généralisées pour « faire science ». Cahuc et Zylberberg connaissent parfaitement ces débats qui traversent actuellement la discipline, mais il semble qu'ils essaient de les minimiser afin de donner de celle-ci une image plus simple qu'elle ne l'est, la réduisant à des oppositions entre économistes « orthodoxes » et « hétérodoxes », plus commode lorsqu'il s'agit de pointer les « ennemis » de la science économique²⁴.

D'une manière plus générale, la description qui est faite par les auteurs du marché de la publication dans ce chapitre est très proche de celle, présentée dans le chapitre trois, des marchés financiers : un processus imparfait mais dont l'efficacité s'améliore au gré de la circulation de l'information, puisque « [l]e regard croisé de nombreux chercheurs, spécialistes d'un même sujet, incités à produire des résultats novateurs et vérifiables, constitue le meilleur moyen de minimiser les fraudes et les erreurs » (p. 189). Cette « économie de l'économie » est au fond une économie morale, puisque son efficacité supposée est ce qui permet aux auteurs d'affirmer que les économistes qui refusent d'en jouer le jeu sont nécessairement des faussaires et de formuler à leur encontre de violentes réprobations. Or, des travaux récents, notamment ceux publiés dans le domaine de « la nouvelle écono-

23. Cette classification, qui comprend des revues d'économie mais aussi de gestion, est disponible à <https://sites.google.com/site/section37cnrs/Home/revues37>, consulté le 14 octobre 2016.

24. Par ailleurs, les économistes dissidents affirment que le système de classification lui-même représente une façon pour l'économie standard de marginaliser les contributions trop critiques. Voir Frederic S. Lee et Wolfram Elsner, « Publishing, ranking, and the future of heterodox economics », *On the Horizon*, vol. 16, n° 4, 2008, p. 176-184.

mie des sciences », ont mis en évidence que des biais peuvent persister, y compris dans les meilleures revues²⁵. On pourrait peut-être affirmer que l'existence d'une telle littérature prouve que la science économique est capable de reconnaître ses erreurs, ce qui tendrait à valider l'hypothèse d'un marché des idées économiques capable de s'auto-corriger, mais d'autres affirment au contraire que des tendances contraires à la bonne marche scientifique peuvent perdurer pendant plusieurs décennies, inspirant au passage des politiques économiques désastreuses. Le théoricien de la croissance Paul Romer, récemment nommé économiste en chef à la Banque Mondiale, jette dans un article récent un regard très critique sur les modèles macroéconomiques contemporains, qui opèrent selon lui à partir d'hypothèses absurdes qui biaisent leurs résultats et en brouillent les *a priori* idéologiques. Romer n'hésite pas à parler de pseudoscience pour toute une partie de cette recherche pourtant publiée dans des revues universitaires reconnues. Ce que dit Romer, pourtant, ne va pas totalement à l'encontre de ce qu'affirment Cahuc et Zylberberg : contre de tels modèles macroéconomiques dits de « calibration », il vante les mérites des expériences naturelles. Ce qui l'oppose aux deux économistes français, en revanche, c'est sa vision du « marché des idées ». Il écrit ainsi : « Comme un marché, la science est un système social qui utilise la concurrence pour détourner les intérêts des individus à l'avantage du groupe. Le problème est que la concurrence en science, comme sur le marché, est sujette à la collusion ». ²⁶ En d'autres termes, les imposteurs ne sont pas ceux

25. Voir par exemple Stephen Wu, « Recent Publishing Trends at the AER, JPE and QJE », *Applied Economics Letters*, vol. 14, n° 1, 2007, p. 59-63, qui met en évidence les effets de réseaux dans trois revues majeures et Abel Brodeur, Mathias Lé, Marc Sangnier et Yanos Zylberberg, « Star Wars: the Empirics Strike Back », *American Economic Journal: Applied Economics*, vol. 8, n° 1, 2016, p. 1-32, qui montre que ces mêmes revues tendent à favoriser les papiers démontrant l'existence d'un effet significatif plutôt que l'absence d'effet, conduisant les chercheurs à ajuster leurs données pour obtenir de tels résultats. Par ailleurs, le site *Retraction Watch* s'est fait récemment l'écho d'un manque flagrant d'éthique universitaire dans le cadre d'une publication de l'*American Economic Review* qui n'a pas été, à ce jour, sanctionné. « Economists go wild over overlooked citations in preprint on prenatal stress », <http://retractionwatch.com/2016/05/26/economists-go-wild-over-overlooked-citations-in-preprint-on-prenatal-stress/>, consulté le 18 octobre 2016.
26. Paul Romer, « The Trouble with macroeconomics », document de travail, p. 16, https://www.law.yale.edu/system/files/area/workshop/leo/leo16_romer.pdf, consulté le 14 octobre 2016.

qui jouent en dehors du marché, mais ceux qui sur ce marché exploitent ses défaillances. Romer affirme ainsi qu'un jeune chercheur n'aurait pas la possibilité de remettre en cause une position soutenue par la majorité, quand bien même sa critique serait justifiée, car il risquerait de compromettre sa carrière. « Ce risque est moins élevé pour moi, affirme-t-il, car je ne suis plus un universitaire. Je suis un praticien, ce qui veut dire que je veux mettre du savoir utile en pratique. Je ne me soucie guère de savoir si je publierai encore un jour dans des revues majeures car cela m'aidera peu à atteindre mes objectifs »²⁷. Publier dans des revues de qualité ne devient plus un impératif moral mais, au contraire, un risque de devoir compromettre son intégrité intellectuelle. L'économie morale tracée en creux par Cahuc et Zylberberg est donc loin d'aller d'elle-même quand on l'examine à la loupe.

« BONNE VULGARISATION » EST-IL UN OXYMORE EN ÉCONOMIE ?

Les sociologues Marion Fourcade et Étienne Ollion, en collaboration avec l'économiste Yann Algan, ont tenté d'expliquer le sentiment de supériorité qu'ont les économistes quand ils considèrent la place de leur discipline par rapport aux autres sciences sociales. Ce sentiment ne serait pas juste dû au fait que les économistes croient adopter des outils d'analyses plus précis que ceux de leurs confrères, mais aussi à l'existence d'une compétition plus dure sur le marché du travail des économistes que dans les autres sciences humaines et sociales. Le domaine est majoritairement dominé par quelques institutions nord-américaines – notamment, Chicago, Harvard et le MIT – qui embauchent au meilleur salaire les chercheurs les plus reconnus, ceux-ci tirant ce statut de leurs publications dans des revues qui sont le plus souvent hébergées par ces mêmes institutions, et forment la prochaine cohorte d'économistes selon les standards en cours dans ces mêmes revues. Du fait de cette forte concentration, s'imposer sur ce marché est très difficile, et c'est pourquoi ceux qui y arrivent en tirent une forte légitimité pour peser sur les questions économiques et sociales en travaillant pour le compte d'organisations gouvernementales

27. *Ibid.*, p. 20.

et internationales, ou de *think-tanks*. Cette supériorité, pour les auteurs, présente cependant un coût : elle expose plus facilement la discipline aux critiques et, parfois, même au ridicule. « Cette confiance », écrivent-ils, « est peut-être la plus grande réussite de la profession des économistes – mais elle est aussi leur trait le plus vulnérable, leur talon d’Achille »²⁸.

Prolongeant cette métaphore anatomique, on peut ainsi dire que Cahuc et Zylberberg viennent, avec ce *Négationnisme économique*, de se tirer une bien belle balle dans le pied. Pour être honnête, il faut avouer qu’il existe au sein de cet ouvrage l’esquisse d’un projet louable qui aurait été de mettre en valeur une série de travaux empiriques en économie dont les méthodes et les conclusions tranchent quelque peu avec la réputation dont jouit la discipline auprès du grand public. En se contentant de mobiliser ces travaux au sujet de quelques questions d’actualité pour en montrer l’intérêt – comment les travaux de l’Américain David Card, par exemple, ont permis d’éclairer le rôle du salaire minimum et de l’immigration sur l’emploi –, ils auraient pu au passage critiquer ceux qui n’ont de l’économie que l’image un brin répugnante qu’un premier semestre de cours passé à faire des dérivées partielles peut laisser²⁹. Or, ce discours, qui aurait pu être raisonnable, est obscurci tout le long par sa rhétorique scientiste, ses accusations démesurées et sa volonté d’épuration qui n’ont pas fait que provoquer l’ire des accusés, mais jeter le doute sur des travaux qui, exposés différemment, auraient sûrement convaincu beaucoup de lecteurs sans faire sourciller le moindre détracteur.

Comment alors expliquer une telle déconfiture ? Si l’on applique la grille d’analyse de Fourcade, Ollion et Algan, on peut l’interpréter comme une sorte de friction française dans les rouages d’une américanisation de la discipline, inéluctable aux yeux de certains mais imparfaitement inachevée. Car si certains économistes comme Cahuc se conforment aux standards internationaux en soumettant et publiant des articles dans les revues les plus prestigieuses, les avantages symboliques – et parfois finan-

28. Marion Fourcade, Étienne Ollion et Yann Algan, art. cit., p. 111.

29. On peut affirmer qu’un tel ouvrage avait déjà été publié par les auteurs, *Les Ennemis de l’emploi: chômage, fatalité ou nécessité ?*, Paris, Flammarion, 2015 (2^e édition).

ciers – que de tels accomplissements leur permettraient de retirer outre-Atlantique ne sont pas si facilement acquis en France, où il leur faudrait encore partager la tête d'affiche avec des acteurs dont l'influence intellectuelle et, dans certains cas, le pouvoir de peser sur l'enseignement supérieur – au sein du CNRS, du CNU et de l'ANR, par exemple – n'est pas toujours adossée, du moins le pensent-ils, à l'existence d'une qualité « scientifique ». Un ouvrage tel que celui-ci serait ainsi un moyen de mettre en lumière cette « exception française », où quelques villages d'hétérodoxes tenteraient encore d'échapper à l'envahisseur, non plus romain, mais *yankee* et peut-être, qui sait, de souffler aux oreilles des politiques en période électorale.

Néanmoins, il semble que Cahuc et Zylberberg soient eux-mêmes victimes d'une autre exception, économique celle-ci, qui considère qu'une « bonne vulgarisation » est un oxymore et qu'à partir du moment où on s'adresse à un public de « profanes », les critères d'excellence universitaire – une argumentation rigoureuse, une bibliographie fournie et, plus généralement, le respect des positions de tous – n'ont plus droit de cité. S'il faut tant d'effort pour obtenir des résultats rigoureux dans l'*American Economic Review* ou *Econometrica*, pourquoi perdre un temps précieux à produire une argumentation claire dans le cadre d'un ouvrage qui ne sera pas évalué par des pairs ? L'économiste américain Paul Samuelson avait dit quelque chose de similaire en affirmant en 1947 que « l'étude littéraire laborieuse de concepts mathématiques essentiellement simples, caractéristique d'une bonne partie de la théorie économique moderne, n'est pas seulement infécond du point de vue de l'avancement de la science, mais implique une gymnastique de l'esprit d'un genre particulièrement pervers » – mais ça ne l'empêcha pas dès l'année suivante de publier un manuel d'introduction dont les standards de qualité sont toujours ceux en vigueur³⁰. Les auteurs ne semblent pas disposés ici à faire preuve du même effort.

Cependant, comme nous l'avons suggéré en introduction, cet ouvrage ne se limite pas à un simple exercice de vulgarisation. Il s'agit aussi d'un essai qui se veut provocant dont le but est de

30. Paul A. Samuelson, *Foundations of Economic Analysis*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1947, p. 6.

convaincre l'opinion que des réformes économiques doivent être entreprises sur des sujets majeurs : la politique, la prévention des crises, le chômage. Comme l'économiste Thomas Piketty, les auteurs semblent clairement déçus par une gauche de gouvernement qu'ils ont pourtant conseillée³¹. La comparaison avec la façon dont Piketty a choisi d'exprimer sa déception est d'ailleurs saisissante : lorsque ce dernier adopte la posture de l'intellectuel engagé, mettant ses recherches au profit d'une position explicitement de gauche, Cahuc et Zylberberg ont décidé au contraire de fustiger « l'intellectuel », se plaçant comme garants de la science assaillie par les moralistes de tout bord. Or, les nombreuses défaillances de leur rhétorique finissent par démontrer par l'absurde ce qu'ils s'évertuent pourtant à nier : que l'économie est bien, au fond, une science politique.

31. Pierre Cahuc, entre 2013 et 2016, a participé à la rédaction de quatre notes pour le Conseil d'analyse économique, un organe créé en 1997 par le Premier ministre d'alors afin « d'éclairer, par la confrontation des points de vue et des analyses, les choix du gouvernement en matière économique », et dont il est membre permanent. Voir <http://www.cae-eco.fr/>, consulté le 18 octobre 2016.